

GHANA-Environnement-Climat-Reportage

Par Nosmot Gbadamosi *



LIBREVILLE, 25 avril (Infosplusgabon) - Yipala est niché au milieu de prairies plates parsemées d'arbres centenaires imposants. Tous les quelques kilomètres, des monticules de noix de karité sèchent au soleil du petit matin. Et au plus profond de la communauté, une usine de bois malhonnête attend de reprendre ses activités. C'est l'univers que nous relate Nosmot Gbadamosi à travers cet article publié sur le site <https://chinaglobalsouth.com/analysis/lack-of-political-will-in-ghana-fuels-illegal-rosewood-logging-smuggling-to-china/>.

L'usine, dont les activités sont totalement illégales, a été fermée au moins deux fois. Depuis la dernière fermeture du gouvernement en 2022, aucune des machines de l'usine n'a été détruite ni ses vastes bûches de bois de rose brûlées par mesure de dissuasion. Des coupes géantes de bois de rose par centaines sont empilées en hauteur dans le jardin. Des machines lourdes avec des étiquettes et des instructions écrites en mandarin attendaient pour commencer à trancher et à couper en dés.

Il incarne la bataille en cours pour protéger la partie ghanéenne des forêts menacées de Haute-Guinée – l'une des forêts tropicales humides les plus riches en biodiversité au monde. Une bataille dans laquelle l'agence principalement responsable de la protection des forêts se retrouve de plus en plus au centre des activités de trafic.

L'exploitation forestière industrielle au Ghana est en proie à la corruption et des licences lucratives ont été délivrées par des personnalités politiques, selon l'Environmental Investigation Agency, un groupe non gouvernemental. Les personnes impliquées dans la contrebande de bois de rose sont rarement poursuivies.

En 2019, une ressortissante chinoise, Helena Huang, connue des Ghanéens sous le nom de « reine du bois de rose » et différente d' Aisha Huang qui a été emprisonnée pour exploitation minière illégale en décembre dernier , a été arrêtée, n'a pas été libérée sous caution, a été de nouveau arrêtée et renvoyée en Chine au lieu d'être libérée. poursuivi pour avoir transporté du bois de rose via l'usine de Yipala, sous le nom de BrivyWelss.

La plupart de ceux qui travaillaient chez BrivyWelss, qui a ensuite changé son nom pour Zagos New Style Company, étaient des Ghanéens et quelques Nigériens, a déclaré le gardien de l'usine, Mbaaba Kaper. Le gestionnaire et le financement venaient de Chine.

« Il n'est pas rare de voir des Chinois dans les zones rurales travailler avec la population locale », a déclaré Takal Silas Uwumborge, doctorant à l'Université d'études sur le développement de Tamale, dans le nord du Ghana. Uwumborge a mené des recherches sur la déforestation du bois de rose dans la communauté.

« Parce que la pauvreté est endémique dans les zones rurales... ils sont capables de soudoyer la police, ils sont capables de soudoyer les fonctionnaires et de transporter du bois coupé vers les ports du Ghana. Les personnes expulsées rentrent au Ghana sous de nouvelles identités pour continuer à gérer les cartels du bois de rose.

« Le Ghana a un écosystème très fragile. Si nous récoltons de manière non durable ce qui se trouve là-bas, nous pourrions ne jamais récupérer ces arbres à cause des problèmes liés au changement climatique », a-t-il ajouté.

Restrictions commerciales sur le bois de rose et corruption

Les espèces de bois de rose sont soumises à des restrictions commerciales au sein de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), ce qui signifie que le bois vendu doit provenir d'une source légale.

Les autorités ghanéennes ont mis en place un comité de sept membres pour enquêter sur les allégations de corruption dans le commerce du bois de rose en 2019 et 2020 et n'ont trouvé aucune preuve d'actes répréhensibles de la part d'un représentant du gouvernement. Mais ceux qui faisaient partie du comité, s'exprimant sous couvert d'anonymat, ont déclaré avoir trouvé « plusieurs cas » dans lesquels des responsables gouvernementaux étaient liés à l'exploitation illégale du bois de rose.

Certains membres de la commission d'enquête du Ghana ont déclaré au CGSP que ces cas avaient été expurgés du rapport officiellement publié.

Jeremiah Abubakari Seidu, qui faisait partie du comité et a accepté d'être nommé, a déclaré : « Nous avons mené l'enquête. Nous les avons tous jugés coupables ». Dans un cas en 2020, après avoir enquêté sur l'exploitation du bois de rose et saisi un conteneur rempli de bois de rose, la voiture de Seidu a été abattue par des assaillants inconnus alors qu'elle traversait la forêt.

Au fil des années, différents gouvernements du Ghana ont annoncé des interdictions commerciales sur le bois de rose, les ont levées et réintroduites à plusieurs reprises. Même lorsqu'une interdiction totale est en vigueur, les ministres du Bois et des Forêts du Ghana sont accusés de délivrer illégalement des permis d'exploitation forestière.



Bois coupé abandonné dans un entrepôt de trafic dans le nord du Ghana. Image de Nosmot Gbadamosi.

Au fil des années, différents gouvernements du Ghana ont annoncé des interdictions commerciales sur le bois de rose, les ont levées et réintroduites à plusieurs reprises. Même lorsqu'une interdiction totale est en vigueur, les ministres du Bois et des Forêts du Ghana sont accusés de délivrer illégalement des permis d'exploitation forestière.

Plus de 50 % des 540 000 tonnes de bois de rose exportées en volume au Ghana ont eu lieu pendant les interdictions entre 2012 et 2019. De janvier 2015 à juin 2019, 300 millions de dollars de bois de rose ont été exploités illégalement.

Rien qu'en 2021, l'EIA a noté que la Chine avait importé environ 3 007 750 kg de bois de rose . Les arbres de palissandre ont diminué de moitié entre 2013 et 2021 au Ghana.

Les trafiquants ghanéens qui ont demandé à rester anonymes ont déclaré que les frais liés aux ventes de bois de rose exporté illégalement étaient souvent payés aux ministres.

Le crime le plus lucratif au monde

La demande pour le bois de rose est telle qu'il s'agit du produit sauvage le plus trafiqué au monde – plus que l'ivoire, la corne de rhinocéros et les écailles de pangolin réunis. Les Nations Unies le classent au quatrième rang des activités illicites les plus lucratives au monde, après le trafic de stupéfiants, le trafic d'êtres humains et le commerce des armes. La quasi-totalité de la demande africaine en bois de rose provient de Chine.

Jerry Akanaanwie vit à Sandema, une ville de Builsa dans la région du Haut-Est du Ghana, frontalière avec le Burkina Faso. Les forêts de sa communauté ont été rapidement épuisées par la poursuite de l'exploitation du bois de rose. Lors d'un incident, ils ont arrêté des bûcherons et les ont emmenés au poste de police de West Sandema. Selon Akanaanwie, la police a saisi les bûches de bois de rose, mais quelques jours plus tard, les criminels ont été relâchés. « Nous avons entendu dire qu'ils avaient payé la police pour que l'affaire soit résolue. »

Parfois, les bûcherons présentaient des permis pour récupérer du bois et des arbres tombés naturellement ou qui avaient été abattus pour faire place à des routes et à des projets d'infrastructure qui peuvent être légalement vendus et exportés. Mais « ce n'était pas de la récupération, c'était de l'exploitation forestière, ils coupaient illégalement... des responsables gouvernementaux étaient impliqués », a déclaré Akanaanwie.

Lorsqu'on lui a demandé de commenter cette allégation, la Commission forestière n'a, comme on pouvait s'y attendre, pas répondu aux demandes de renseignements du CGSP.

L'une des principales menaces de déforestation du bois de rose concerne Mole, le plus grand parc national du Ghana, qui a débuté en 2010 après que le gouvernement a délivré des permis de récupération pour un projet routier en cours de construction par des entreprises de construction publiques chinoises.

De la route au port, des pots-de-vin peuvent être versés aux officiers et agents forestiers du Ghana

Les habitants de Tamale ont déclaré que les policiers permettaient aux trafiquants de payer des amendes pour avoir saisi des grumes libérées. Les trafiquants payaient souvent une amende comprise entre 123 et 166 dollars pour récupérer leurs grumes saisies auprès de la police ainsi que les permis CITES et les certificats de transport délivrés par la Commission forestière du Ghana.

« 90% des cas se terminent par la police où l'argent s'échange entre les mains », a déclaré Uwumborge, ajoutant que les bûches saisies sont souvent restituées en moins de deux jours.

L'exploitation forestière illégale en hausse en Afrique de l'Ouest

Les trafiquants ont déclaré au CGSP que le bois de rose peut être transporté soit vers le plus grand port du Ghana – Tema – sur la côte est du pays, caché derrière d'autres bois légaux, soit vers les villes frontalières du Togo voisin.

En raison de la libre circulation des personnes en provenance des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, « nos frontières sont poreuses... La plupart des activités illégales passent par le Togo », a déclaré Uwumborge.

(Les marchandises partent souvent du port togolais de Lomé, où les opérations sont gérées par des sociétés privées, ce qui réduit la surveillance du gouvernement. Le Togo a introduit un moratoire de 10 ans jusqu'en 2026 sur l'exploitation du bois de rose afin de protéger ses propres forêts épuisées.)

Lorsqu'un pays d'Afrique de l'Ouest impose une interdiction de permis, les criminels semblent trouver des moyens de la contourner. L'application des lois au Nigeria en 2018 – pour lutter contre les combattants de Boko Haram qui tirent leurs revenus de la vente de bois de rose – a entraîné une augmentation au Ghana, en Gambie, en Sierra Leone et au Mali de 2019 à 2022 . L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a noté en 2020 que le Nigeria était l'un

des rares pays africains à ne pas exporter de bois de rose.

Malgré une suspension totale CITES du commerce du bois de rose d'Afrique de l'Ouest mise en œuvre en juin 2022, les exportations se poursuivent de l'Afrique de l'Ouest vers la Chine.

« Dans les pays [africains], les gens ne peuvent pas dénoncer le gouvernement ; ils seront arrêtés. Ce qui se passe en Afrique est dû à la corruption », a déclaré Raphael Edou, responsable du programme Afrique à l'EIA et ancien ministre du changement climatique et des forêts, et ancien ministre de l'utilisation des terres et de la gouvernance locale au Bénin.

« Partout où la corruption existe, elle affaiblit toutes les institutions... Les entreprises internationales profitent de cette faiblesse des institutions africaines et tentent ensuite de s'emparer du cercle restreint du président. Ils les corrompent, notamment la Chine et le Vietnam», Raphael Edou, responsable du programme Afrique, EIA

Il a ajouté : « Notre rapport montre qu'au Ghana, les fonctionnaires sont la cause du problème...

[Nous ne pouvons pas mettre fin à la déforestation] alors que la principale force motrice est la corruption et le commerce illégal.

Les experts estiment qu'une interdiction complète ne pourra être obtenue que lorsque tous les pays d'Afrique de l'Ouest travailleront de concert avec leurs homologues chinois.

« Les Chinois ne devraient pas seulement s'intéresser à l'achat du bois. Ils devraient s'intéresser à la façon dont le bois sort du pays. Ils ont cette obligation morale même si nos politiciens ne sont pas moralement intègres », a déploré Uwumborge – un sentiment largement partagé à travers le Ghana.



~~Copyright - All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage and retrieval system, without the prior written permission of the publisher.~~